

tomber dans ce que j'ai appelé dans mon discours un piège de propagande. J'imagine que le député admet avec moi qu'il y a une limite à ce que le gouvernement du Canada peut faire, car il s'agirait d'une conférence au sommet; mais je vous affirme qu'il n'entre pas dans les vues du gouvernement du Canada que nous disions toujours "non" ou "nyet" aux propositions de négociations et de consultation de la Russie.

Cependant, j'affirme, tout en restant en deçà de la vérité, que ce serait pour nous une erreur si, d'ici le moment où une réunion de ce genre puisse avoir lieu et avant de savoir si les résultats bienfaisants que nous espérons vont découler de ladite réunion, nous cessions d'être sur nos gardes, si nous manquions de payer les primes d'une police d'assurance pour la défense, émise par l'OTAN, l'une des organisations auxquelles nous appartenons.

Dans l'intervalle, nous pouvons faire beaucoup pour augmenter la compréhension dans les domaines humanitaire et culturel. Pour ma part, à titre d'universitaire, j'ai vu s'accroître les relations dans le domaine tant scientifique que culturel. J'ai souvenir que le député de Rosetown-Biggan (M. Coldwell) a parlé de l'équipe de hockey soviétique qui est venue au Canada, laissant entendre qu'il voyait là plus qu'un événement sportif, et que ce geste était de nature à améliorer les relations sur un plan moins élevé. Ce n'est peut-être là qu'un faible aspect de nos rapports internationaux, mais à ce sujet, tous les détails ont leur importance.

Dans le domaine de la science, le nombre des visiteurs qui nous sont venus de la Russie soviétique, sous le régime d'un programme d'échange, s'est accru. Au mois d'août, 50 Russes ont assisté, à l'Université de Toronto, à une réunion de l'Union internationale de géodésie et de géophysique. Nos deux pays ont échangé des artistes, et en ce moment, le Canada est l'hôte d'une mission commerciale venue de l'URSS. Nous espérons qu'en retour une mission commerciale canadienne pourra se rendre en Russie.

Partout, nous devons nous efforcer d'accroître les relations entre nos deux pays. Quelqu'un a dit que le moment était venu de considérer d'un œil nouveau nos relations avec l'Union soviétique. Je ne suis pas en faveur d'un délai à cet égard, tout en tenant compte des réserves que j'ai faites à la Chambre quant au maintien de notre propre défense. J'ajoute que de récents progrès scientifiques nous ont mis en présence d'une situation entièrement nouvelle. Une adaptation à une transformation aussi radicale des théories sur lesquelles s'appuyaient la défense et la politique étrangère ne pourrait s'effectuer du soir au matin. Il nous faudra réexaminer la situation, tant au point de vue militaire que politique et c'est à cela que devrait tendre avant tout notre politique étrangère. En prenant cette attitude, le Canada agirait différemment de quelques-uns des autres pays membres de l'OTAN, qui opposent un refus catégorique dès qu'une proposition est faite.

Je veux aborder un autre sujet dont, à mon sens, il serait utile pour le Comité d'entendre parler, et je veux dire l'aide économique apportée aux pays sous-développés. C'est un problème dont les Nations Unies s'occupent depuis huit ans; cela ne date donc pas d'hier. C'est une idée qui nous a été proposée par quelques-uns de nos bons amis, dont le groupe comprend les Pays-Bas et quelques pays de l'Amérique latine, qui ont préconisé que soit établi, sous l'égide des Nations Unies, un fonds de secours aux pays sous-développés. Le Royaume-Uni ne semblait pas en mesure d'apporter une forte contribution financière. Aussi les États-Unis et le Royaume-Uni se sont-ils opposés à la formation d'un organisme de ce genre qui s'appelle SUNFED (Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique). C'est pendant les réunions de l'un des organismes des Nations Unies, qui a nom ECOSOC, qu'ils se sont opposés à ce projet. Et les États-Unis ont dit qu'ils ne contribueraient pas à un fonds ou à un organisme de ce genre, si l'on en éta-